



## Conseil d'administration

Mardi 6 décembre 2022, de 10h00 à 12h15 à Dijon, mairie de Dijon

---

### COMPTE-RENDU

---

*Liste des participants en annexe*

Accueil par le président

Remerciements à Mme la Ministre pour sa présence

#### ***I/ Partie politique : échange avec Mme Zacharopoulou, secrétaire d'Etat*** **La place et le rôle de l'AICT dans un contexte bouleversé au côté de la diplomatie d'Etat**

2022 aura marqué la sortie d'une crise, la crise sanitaire. Mais 2022 c'est aussi l'entrée dans d'autres crises : le retour de la guerre en Europe, la déstabilisation géopolitique – inquiétante- du Sahel avec les événements que nous connaissons notamment au Mali et au Burkina Faso, des tensions en Arménie, en Corée, en Iran... Et dans le même temps des urgences structurelles qui s'imposent : les enjeux climatiques et leurs corollaires : sécheresse, migrations... ; les enjeux d'un développement inclusif et global portés par l'Agenda 2030 et ses 17 ODD ; enjeux de paix, enjeux d'égalité de genre...

Dans ce contexte, les collectivités absorbent sur leurs territoire les chocs qu'elles vivent au quotidien. Nos interdépendances estompent les frontières entre local et global et font des collectivités les acteurs agissant, inventeurs de solutions et de politiques publiques ici et prolongées « là-bas » via leur AICT.

L'atteinte de nos objectifs communs passe par notre capacité à agir de façon coordonnée et complémentaire, par une meilleure **complémentarité entre action internationale des collectivités territoriales et diplomatie**.

⇒ *Parole à Michèle Rubirola, adjointe au maire de Marseille, membre du conseil d'administration de Cités Unies France*

Quelle articulation entre la gestion territoriale des enjeux climatiques, l'AICT et l'action de la France, au niveau diplomatique et international ?

Notre regard à la fois local et tourné vers le monde grâce à l'AICT, constitue un véritable apport et un levier puissant sur lequel nous vous invitons à davantage vous appuyer pour consolider notre résilience climatique. En quelques années, ce sujet est devenu une des principales thématiques sur lesquelles travaillent les collectivités françaises avec leurs homologues étrangères. Ses déclinaisons opérationnelles dans des projets sont nombreuses : aménagement urbain, transports collectifs, gestion des déchets, traitement des eaux, résilience énergétique, éducation, migrations, santé environnementale, ... ces nouvelles politiques attendues par les citoyens.

Le climat a par ailleurs l'intérêt d'être un sujet qui peut très facilement permettre d'envisager un partenariat en réciprocité : qui aujourd'hui ne subit pas les effets des dérèglements climatiques ? Le sujet touche toutes les géographies et constitue un enjeu commun et universel, sans nier bien sûr les disparités territoriales en matière d'adaptation.

En tant qu'adjointe au Maire de Marseille, et témoin des enjeux auxquels font face les collectivités méditerranéennes, je suis consciente de la gravité du changement climatique en Méditerranée, cet espace qui se réchauffe deux fois plus vite que les autres surfaces du globe et qui connaît une tropicalisation inquiétante. Comme l'a dit le Liban à la COP 27 (M. Mikati), « *le changement climatique va doubler la gravité des impasses et des crises actuelles* ». C'est donc le soutien national accordé à l'échelon local qu'il faut amplifier car à l'heure actuelle, il est le premier à être confronté à la gravité de ces crises, qui ont toutes en toile de fond les enjeux de développement.

A l'occasion de la COP 27, nous avons constaté que la reconnaissance de l'échelon local est désormais acquise, en atteste les nombreuses références à l'adaptation locale et aux solutions territorialisées, partagées et promues lors de cette COP.

Un pas significatif reste toutefois à faire dans la reconnaissance du rôle des collectivités et gouvernements locaux sur ces enjeux climatiques. Cette légitimation est nécessaire pour pouvoir passer à l'échelle et amplifier les efforts conduits par l'Etat français et l'Union européenne.

Cette territorialisation de l'action climatique est devenue une composante majeure de nos coopérations à l'international et j'invite le ministère à soutenir les collectivités engagées qui exportent nos modèles, nos savoir-faire, nos projets, et qui dans la réciprocité en retirent beaucoup.

Il est temps de soutenir ce plaidoyer en faveur de la reconnaissance des CT sur ces questions climatiques en France comme à l'étranger. Par ex, en invitant une nouvelle fois à renforcer notre articulation, lors des grands événements internationaux avec une coordination plus forte entre local et global.

Mais cela passera aussi par le renforcement d'outils de soutien à nos actions en multipliant les chemins d'accès direct aux financements de projets, comme ceux proposés par l'AFD avec la FICOL ou d'autres AAP en provenance de bailleurs de fonds.

L'urgence climatique et environnementale est là et je crois que nous devons impérativement renforcer les synergies entre États et CT si nous voulons atteindre les objectifs de l'accords de Paris et *a fortiori* être à la hauteur des enjeux qui nous réunissent.

⇒ Parole à Celine Papin, adjointe au Maire de Bordeaux, membre du conseil d'administration de CUF

Nous sommes entrés de plusieurs années dans une période complexe et de grandes turbulences : terrorisme, crise climatique, crise sanitaire, conflits qui remettent en question les équilibres mondiaux et menacent la paix jusqu'en Europe.

Au sein de Cités Unies France nous défendons le rôle joué par les collectivités territoriales face à ces situations d'urgence, avec trois principaux constats :

- 1) les autorités locales, par leur proximité et leur légitimité, sont en première ligne lors de l'éclatement d'une crise sur leur territoire pour répondre aux besoins des populations locales ;
- 2) le système humanitaire qui intervient dans les zones affectées laisse souvent de côté les autorités locales, fragilisant la soutenabilité d'interventions qui s'inscrivent malheureusement dans la durée ;
- 3) renforcer et soutenir la gouvernance locale est déterminant pour aider un territoire, à sortir de la crise, à devenir plus résilient.

Aujourd'hui, les collectivités françaises sont engagées dans les pays traversés par des crises de tout ordre : Liban, Haïti, Arménie, Sahel... Elles s'efforcent de poursuivre leurs coopérations en adaptant leurs dispositifs de coopération pour soutenir les acteurs de la gouvernance locale en prise avec la gestion de ces crises.

Pour approfondir la réflexion, nous pilotons un groupe de travail dédiés aux crises, en France au sein de l'organisation mondiale CGLU et avons créé un outil pour soutenir les collectivités touchées par une catastrophe : les fonds de solidarité.

Ces 2 dernières années, environ 2 millions d'euros ont été donnés par les CT aux fonds de solidarité de Cités Unies France pour des actions de soutien aux collectivités libanaises, aux collectivités haïtiennes, touchées par l'énième tremblement de terre, et aujourd'hui aux collectivités en Ukraine et dans les pays frontaliers, en Moldavie et en Pologne. Vous me permettrez de donner l'exemple de Bordeaux, avec une contribution de la métropole à la fois au fonds de solidarité de CUF et au FACECO, ainsi qu'une aide directe de la ville à sa jumelle polonaise, Cracovie, qui accueille de nombreux réfugiés.

Si l'Etat soutenait ces dispositifs, notre efficacité et notre impact en faveur d'une réhabilitation plus durable des territoires s'en trouverait renforcée. Des convergences nous sembleraient très pertinentes avec l'outil FACECO notamment, également abondé par les collectivités territoriales.

De plus, les nombreuses coopérations décentralisées qui résistent face à des situations de tension, toujours plus importantes, sont aussi la preuve de notre engagement sur la longue durée. Nous avons besoin de rester unis dans la complémentarité, Etat et collectivités, notamment là où la situation semble la plus complexe et sans issue.

L'AICT est à ce titre une chance (pour l'Etat français aussi) afin d'exprimer une solidarité de territoire à territoire, de population à populations, *a fortiori* dans des contextes de crise ou lorsque les relations entre Etats sont rompues.

Nous espérons poursuivre les échanges avec le ministère pour avoir son soutien afin de maintenir notre amitié et nos actions de solidarité avec des pays aujourd'hui fragilisés. Nous souhaitons apporter notre expertise à vos côtés pour répondre aux urgences du court terme en maintenant notre cohérence dans nos efforts de long terme pour atteindre les objectifs du développement durable. Nous sommes partenaires sur ces deux fronts.

⇒ *Mme Chrysoula Zacharopoulou, Secrétaire d'Etat auprès de la ministre de l'Europe et des Affaires Etrangères, chargée du Développement, de la Francophonie et des Partenariats internationaux*

- Mme la Secrétaire d'Etat remercie les membres du Conseil d'Administration de CUF pour leur invitation et accueil et se réjouit de prendre part à cet échange.
- Le portefeuille large du secrétariat d'Etat avec la mention de « partenariat » répond à l'enjeu du gouvernement français d'identifier des partenaires pour avancer sur des enjeux communs : des partenariats sont nécessaires pour répondre aux enjeux du développement ou encore de la francophonie. L'esprit des jumelages s'inscrit d'ailleurs dans cette philosophie.
- L'APD des collectivités territoriales est stable, avec même une légère hausse en 2023 et le ministère s'en réjouit.
- Les collectivités territoriales françaises ont fait beaucoup pour accueillir les réfugiés. Plus de 1800 collectivités ont par ailleurs donné au FACECO pour l'Ukraine (pour un montant de 9.5 millions d'Euros) L'Etat soutient les collectivités engagées dans des contextes de crise. Une réunion est programmée jeudi 8 décembre avec les collectivités territoriales en prévision de la conférence du 13 décembre à Paris sur la reconstruction de l'Ukraine.
- En tant que secrétaire d'Etat, j'ai pour mission de soutenir et relancer les relations entre la France et l'Afrique. Malheureusement, le Mali a choisi de mettre fin au soutien à la société civile et à l'aide d'urgence.
- Sur les enjeux climatiques, la France a un leadership, visible lors de la COP 27 : 6 milliards ont été débloqués pour les enjeux d'adaptation. La France a œuvré en faveur de la création du fonds pour perte et préjudice. Nous avons besoin d'innover pour répondre à ces enjeux.

- De façon générale, sur ces enjeux globaux, nous avons en enjeu à jouer en « équipe France » Nous avons aussi un enjeu d'articulation entre local et global pour valoriser ce que nous portons tous à l'international : nous pourrions fixer une journée pour valoriser ce que Etat et collectivités territoriales portent à l'international, sur des enjeux de solidarité, inviter les presses nationales et locales et faire évoluer notre communication et notre narratif sur cette question. Nous avons un enjeu commun à sensibiliser nos citoyens et nos médias

## II/ Partie statutaire

### 1. Adoption de l'ordre du jour et adoption du compte-rendu du CA du 10 mai 2022

- ⇒ *Le compte-rendu du CA du 10 mai est adopté à l'unanimité des présents*
- ⇒ *L'ordre du jour est adopté à l'unanimité des présents*

### 2. Composition du Bureau Exécutif

Les candidatures suivantes pour rejoindre le BE de CUF, suite au départ de 3 membres du BE :

- Caroline Millan, conseillère municipale, Issy les Moulineaux
- Gilbert Darroux, adjoint au Maire, Autun
- Antoine Le Solleuz, adjoint au Maire, Nancy.

⇒ *Les membres présents valident à l'unanimité l'entrée au BE de ces 3 personnes*

Le président propose la réorganisation comme suit du Bureau Exécutif :

- François Rebsamen, maire de Dijon, président de Dijon métropole : président
- Léonore Moncond'huy, maire de Poitiers : 1<sup>ère</sup> vice-présidente
- Valérie Dumontet, vice-présidente de l'Aude : vice-présidente
- Benoît Pilet, adjoint au maire d'Angers : vice-président
- Jean-Claude Dardelet, adjoint au maire de Toulouse : trésorier
- Flavie Boukhenoufa, adjointe à la maire de Rennes : trésorière adjointe
- Dominique Leveque, maire de Ay en Champagne : secrétaire
- Caroline Millan, conseillère municipale, Issy les Moulineaux, secrétaire adjointe
- Antoine Le Solleuz, adjoint au maire de Nancy
- Gilbert Darroux, adjoint au maire de Autun

### 3. Actualités générales de l'association :

#### a. Annulation des RAICT

⇒ *Benoît Pilet, vice-président de CUF*

L'annulation par la Cité des Sciences de la 13<sup>ème</sup> édition de nos RAICT a un impact significatif pour CUF à 3 niveaux :

- CUF subit un dommage en terme de réalisation de ses activités ; plusieurs d'entre elles ont été différées, engendrant un retard sur la mise en œuvre des activités que nous nous étions engagés à mettre en place
- Un dommage financier à 2 niveaux :
  - Cette annulation de dernière minute a enclenché des frais (communication, traiteur, personnel technique et d'accueil...) qui n'ont pas été équilibrés par des rentrées de recettes

- L'annulation déséquilibre le budget global de CUF : l'activité RAICT n'ayant pas été réalisée, le budget dans ses proportions CUF... ce qui nous met dans des difficultés à l'égard de nos bailleurs
- Un dommage en terme d'image

Malgré cette annulation, et grâce au soutien de la CDC, CUF a toutefois organisé des échanges avec 5 délégations étrangères au siège de la CDC.

Depuis l'annulation, l'équipe de CUF a évalué financièrement le dommage, avec l'appui d'un conseil juridique. Des allers retours entre CUF (et notamment avec certains membres du BE) et la CSI sont en cours espérant aboutir à une solution à l'amiable (*l'enjeu est notamment de gérer dans l'accord que nous trouverons avec la CSI l'incertitude sur la position finale de nos bailleurs et l'estimation du préjudice moral*)  
CUF ne manquera pas de vous tenir informé dès que possible des éléments relatifs à la 14<sup>ème</sup> édition.

## **b. Questions économiques et financières**

⇒ *Jean-Claude Dardelet, trésorier*

Suite à l'accord du CA d'avancer sur la demande de contractualisation d'un nouvel emprunt bancaire de CUF pour faire face aux difficultés de trésorerie anticipées pour la fin de l'année, l'équipe a engagé les démarches en ce sens. Au mois d'octobre dernier, la banque (Crédit mutuel) a accepté d'accorder un nouvel emprunt de 300 000 Euros sur 36 mois, à des conditions intéressantes dans le contexte actuel.

L'enjeu reste toutefois entier d'améliorer le modèle économique de Cités Unies France afin de dépasser la fragilité générée par nos fonds associatifs négatifs.

La démarche retenue est de rechercher une amélioration de notre assise financière (et politique) via l'augmentation du nombre d'adhérents. Une campagne ciblée est en cours pour faire venir à CUF des collectivités engagées sur une AICT significative sans toutefois être adhérent à CUF. Différentes démarches ont été engagées (demandes de RDV, élaboration d'une nouvelle plaquette, rappel des enjeux économiques de la structure par les présidentes et présidents de groupe-pays...)

Dans le même temps, des réflexions et échanges avec nos partenaires institutionnels se poursuivent pour aller vers des rapprochements stratégiques et financiers.

## **4. Point agenda :**

- Prochain CA, en visio : le 25 avril, à 15h00 (en visio)
- Prochaine AG : 23 mai : présentiel ou visio
- Et pour les membres du BE, prochain RDV le 7 février, en visio, à 15h00

## *Partie stratégique : le projet stratégique de Cités Unies France*

### 1. Présentation du projet stratégique de CUF

⇒ *Valérie Dumontet, vice-présidente et Dominique Levêque, secrétaire :*

Le précédent projet stratégique (2018 – 2022) arrive à son terme en cette fin d'année.

Pour fixer nos objectifs stratégiques à 5 ans, nous avons fait le choix de faire de l'élaboration de ce projet stratégique un temps de réflexion collective sur l'identité de notre réseau pour décliner nos axes opérationnels

*Quelques rappels sur la démarche engagée il y a plusieurs mois maintenant :*

- a. CUF a précisé ses attentes et recruté un cabinet de conseil pour nous accompagner sur l'écriture du projet stratégique. La méthodologie retenue a été celle de la co construction.*
- b. Un atelier collectif s'est tenu en mai dernier lors de l'AG de CUF ; un autre au mois de novembre*
- c. Des entretiens individuels se sont tenus*
- d. Deux ateliers avec l'équipe de CUF*

La présentation synthétique que nous allons en faire est la résultante de ce travail.

Introduit par une note de contexte sur l'AICT dans les bouleversements globaux que nous vivons rédigée par D. Schmid, chercheuse à l'IFRI, ce projet, s'inscrit dans la continuité du précédent. Il repositionne notre réseau dans son éco-système et ses interactions avec ses partenaires pour représenter les collectivités engagées à l'international et les accompagner dans l'élaboration et la mise en œuvre de leur coopération internationale.

Représenter les collectivités, révéler la richesse leur AICT, renforcer les synergies entre acteurs et l'AICT et outiller nos collectivités : 4 piliers comme caps de notre projet à 5 ans

⇒ *Présentation par Virginie Rouquette, DG de CUF*

Axe Stratégique	Objectif opérationnel Augmenter et diversifier les CT adhérentes	Objectif opérationnel Affirmer la reconnaissance de CUF comme un acteur incontournable de l'AICT en assurant un effet amplificateur de la politique étrangère française	Objectif opérationnel Augmenter la visibilité et reconnaissance de CUF
<b>Affirmer Cités Unies France comme tête de réseau de l'AICT française (renforcement interne)</b>	<b>Action 1.</b> Revaloriser l'adhésion des CT <b>Action 2.</b> Mobiliser les élus et élues dans leur rôle d'ambassadeurs de CUF <b>Action 3.</b> Renforcer les campagnes d'adhésion	<b>Action 1.</b> Centrer le plaidoyer sur les thématiques clef de l'AICT <b>Action 2.</b> Enrichir l'activité de plaidoyer grâce à une élaboration conjointe	<b>Action 1.</b> Améliorer le référencement du site internet de CUF <b>Action 2.</b> Augmenter la présence de CUF sur les réseaux sociaux
<b>Valoriser le rôle international des CT dans la résolution des grands enjeux mondiaux</b>	Objectif opérationnel Démontrer l'intérêt diplomatique et politique des CT à l'international auprès des pouvoirs publics et des bailleurs.  <b>Action 1.</b> Renforcer la position des CT auprès des instances internationales <b>Action 2.</b> Encourager l'intégration entre action extérieure des CT et action diplomatique étatique <b>Action 3.</b> Faciliter l'accès des CT aux dispositifs de soutien à la coopération décentralisée	Objectif opérationnel Porter la voix des CT dans la gouvernance mondiale (notamment à travers les réseaux comme CGLU et Platforma).  <b>Action 1.</b> Favoriser le partage d'expérience entre CT autour de l'AICT <b>Action 2.</b> Diffuser les expériences de CT adhérentes et les réussites de l'AICT	Objectif opérationnel Donner aux CT les moyens de valoriser leur action à l'international.  <b>Action 1.</b> Poursuivre la construction et mise à jour de l'argumentaire en faveur de l'AICT

<b>Coordonner et favoriser la mise en relation et les synergies entre acteurs de l'AICT</b>	Objectif opérationnel Articuler l'action de CUF avec les autres acteurs de l'AICT en France et à l'étranger	Objectif opérationnel Coordonner et favoriser les collaborations entre CT	Objectif opérationnel Renforcer les relations entre les CT et d'autres acteurs de l'AICT, en France et à l'étranger.
	<b>Action 1.</b> Participer à des projets internationaux en partenariat avec ses homologues, en particulier dans le cadre des projets européens <b>Action 2.</b> Consolider le statut de CUF auprès des acteurs intervenant dans le domaine de l'AICT	<b>Action 1.</b> Faire évoluer les Rencontres de l'Action Internationale des Collectivités Territoriales (RAICT) pour les valoriser <b>Action 2.</b> Développer les Groupes Pays et les Groupes Thématiques <b>Action 3.</b> Favoriser les échanges entre CT grâce aux projets conjoints et à la capitalisation	<b>Action 1.</b> Encourager les liens entre groupes parlementaires et Groupes-Pays / Groupes-Thématiques <b>Action 2.</b> Favoriser le rapprochement des CT avec la société civile et avec leurs homologues étrangers <b>Action 3.</b> Ouvrir les GP, GT RAICT et Assises à des acteurs externes
<b>Développer les outils à disposition des CT</b>	Objectif opérationnel Initier une offre de formation et développer les services d'accompagnement existants.	Objectif opérationnel Créer de nouveaux outils à disposition des CT et renforcer et mettre à jour ceux déjà disponibles.	Objectif opérationnel Améliorer la communication avec les CT
	<b>Action 1.</b> Mettre en place un service d'accompagnement au montage de projet <b>Action 2.</b> Accompagner les CT dans leur recherche de financement et montage de dossier <b>Action 3.</b> Développer une offre de formation sur l'AICT en général	<b>Action 1.</b> Assurer un travail de veille sur l'AICT <b>Action 2.</b> Continuer la capitalisation et création d'outils pratiques <b>Action 3.</b> Mettre en valeur la bourse d'experts <b>Action 4.</b> Promouvoir les outils de financement disponibles	<b>Action 1.</b> Élaborer et mettre en œuvre une stratégie de communication

## 2. Questions

- Il est important de souligner le rôle majeur des collectivités territoriales dans la diplomatie d'Etat, élément que l'on retrouve dans l'axe 2.
- Enjeu de prendre un agrément pour soutenir la mise en place de formations pour compléter l'éventail des services proposés à Cités Unies France

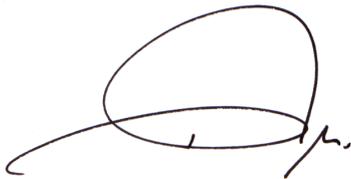
## 3. Validation

⇒ *Le projet stratégique est validé par le conseil d'administration*

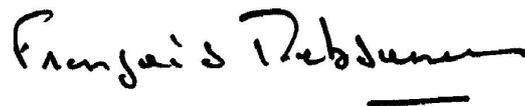
*Clôture de la réunion du conseil d'administration*

*Signatures :*

Dominique Lévêque, secrétaire général



François Rebsamen, Président



*Echange entre les membres du CA et l'ambassadeur d'Ukraine en France, M. Vadym Omelchenko*

- Remerciements aux collectivités territoriales françaises, et au peuple français en général pour leur soutien à l'Ukraine
- La guerre depuis dure depuis maintenant 9 mois. L'Ukraine fait partie du continent européen et constitue le plus grand territoire en Europe. C'est à la fois un lieu de transit et d'industrie et agriculture très développée.
- La résistance de l'armée ukrainienne est très importante, un grand nombre des territoires a été libéré. Dans chaque territoire libéré, nous découvrons des fosses communes, des familles entières ont été tuées et des lieux de tortures. 12.000.000 ukrainiens ont été obligés de quitter leur domicile et se sont déplacés en Europe et à l'intérieur de l'Ukraine. Aujourd'hui on dénombre 6.000.000 réfugiés en Europe. L'armée russe utilise des missiles balistiques et de croisière et frappent les villes par exemple hier plus de 70 missiles envoyés hier...60 ont été interceptés.
- Les enjeux de reconstruction se posent déjà : le 13 décembre : 2 forums se tiendront à Paris sous le patronage du président français.
  - Le premier va ressembler les entreprises françaises et le thème sera la reconstruction de l'Ukraine. Le message est le suivant : c'est n'est plus un effort humanitaire caritatif mais il s'agit d'un nouveau marché : le marché de la reconstruction...il y a des fonds et il y aura des garanties ...
  - Le deuxième forum sera le forum international que se concentrera sur les 3 prochains mois : comment survivre à l'hiver.
- **Strasbourg : Véronique Bertholle : présentation**

⇒ *Parole à Véronique Bertholle, adjointe au maire de Strasbourg, pour présenter l'action de CUF en direction de l'Ukraine*

Au nom de l'ensemble des collectivités territoriales françaises membres de Cités Unies France, le réseau des collectivités territoriales engagées à l'international, permettez-moi tout d'abord de vous apporter nos messages de solidarité. Nous savons la gravité de la situation et les efforts déployés par votre pays pour résister à l'agression dont vous êtes victime.

Nous adressons nos pensées de solidarité à la population ukrainienne même s'il est impossible pour nous d'imaginer complètement les souffrances endurées par votre Pays.

Sachez que les collectivités françaises ont réagi dès le déclenchement des hostilités faisant preuve d'une grande solidarité dans l'accueil des milliers des personnes en fuite mais aussi dans le soutien aux ONG humanitaires qui sont intervenues.

Avec Cités Unies France nous avons également décidé de nous unir et lancer un fonds de solidarité. Ce fonds, soutenu par une vingtaine des collectivités françaises, dispose aujourd'hui d'environ 400.000 euros pour venir en aide aux collectivités ukrainiennes. Un soutien est porté également aux collectivités des pays limitrophes, en Pologne et en Moldavie qui accueillent nombreux réfugiés.

Avec l'association des villes ukrainiennes que nous avons récemment rencontrée nous apporterons un aide direct à un dizaine des collectivités ukrainiennes que notre partenaire sélectionnera selon des critères d'urgence. L'hiver est déjà là et nous savons que chauffer les écoles et les maisons est aujourd'hui une priorité pour résister.

Au-delà de cet aide matériel Cités Unies France, ainsi que d'autre réseaux d'élus en France, accompagne également ses membres qui souhaitent d'ores et déjà se lier avec des villes ukrainiennes dans des jumelages d'amitié et pour des futures coopérations.

Notre fonds de solidarité reste ouvert et nous espérons dans les prochains mois collecter d'autres dons qui serviront, on l'espère, à soutenir l'effort des municipalités ukrainiennes qui sont aujourd'hui en première ligne dans l'aide à la population.